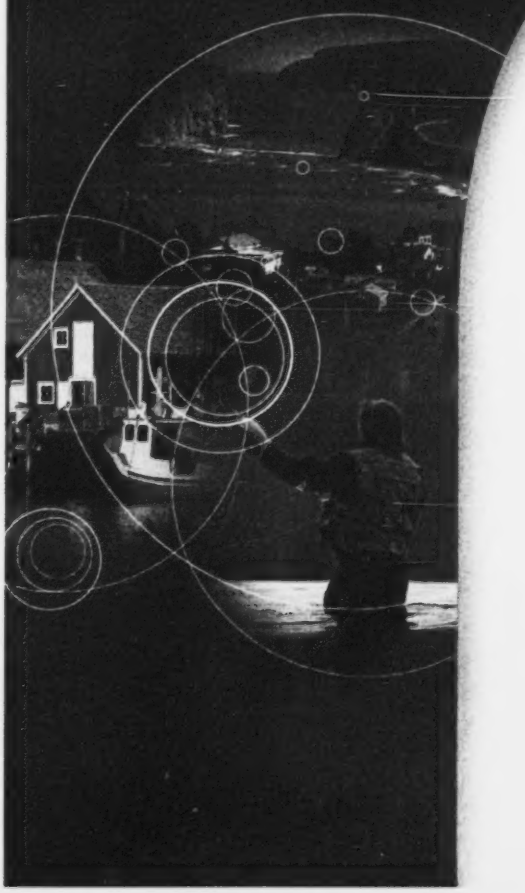
INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

RÉGIONS



Bulletin statistique régional

Édition 2010

Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

Québec

Équipe de rédaction :

Jean Berselli, Raymond Beullac, Danielle Bilodeau, Sophie Brehain, Pierre Cambon, Francine Chercuitte, Stéphane Crespo, Claude Fortier, Jean-François Fortin, Marc Gignac, Jean-Marc Kilolo-Malambwe, Jean-François Lachance, Pierre Lachance, Stéphane Ladouceur, Guillaume Marchand, Mario Ringuette, Martine St-Amour

Avec l'assistance technique de :

Marie-Ève Cantin, Fanny Desrochers, Hugo Leblanc, Amélie Martins

Révision linguistique :

Esther Frève, Nicole Descroisselles

Sous la coordination de :

Pierre Cambon, Stéphane Ladouceur

Sous la direction de :

Yrène Gagné

Nos coordonnées :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Ste-Foy, 3e étage
Québec (Québec), G1R 5T4

Téléphone : 418 691-2411
Sans frais : 1-800-463-4090
Télécopieur : 418 643-4129
Courriel : regions@stat.gouv.qc.ca

Visitez notre site Web :

www.stat.gouv.qc.ca

Crédits de la page frontispice :

© iStockphoto.com / Rüdiger Baun / Vladone / DIGIcal, photographes

Signes conventionnels

..	Donnée non disponible	n	Nombre
...	N'ayant pas lieu de figurer	$	En dollars
–	Néant ou zéro	k	En milliers
—	Données infime	M	En millions
p	Donnée provisoire	G	En milliards
r	Donnée révisée	g	Gramme
e	Donnée estimée	kg	Kilogramme
F	Donnée peu fiable	t	Tonne métrique
x	Donnée confidentielle		

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
4e trimestre 2010
ISSN 1712-2066 (version imprimée)
ISSN 1715-6971 (en ligne)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec

Toute reproduction est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Décembre 2010

Table des matières

Territoire 2

Démographie 3

Marché du travail 8

Comptes économiques 10
- Produit intérieur brut 10
- Revenu personnel 12

Exportations 14

Industrie manufacturière 15

Investissements et permis de bâtir 17
- Investissements 17
- Permis de bâtir 18

Conditions de vie et bien-être 19

Éducation 21

Santé 22

Culture et communications 24

Concepts et définitions 26

Tableaux comparatifs 32

1. Territoire

par Guillaume Marchand, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

La région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine couvre une superficie de 77 944 km². Elle est composée de six municipalités régionales de comté (MRC) et territoire équivalent (TE) : Avignon, Bonaventure, La Côte-de-Gaspé, La Haute-Gaspésie, Le Rocher-Percé, et Les Îles-de-la-Madeleine, et regroupe 54 municipalités.

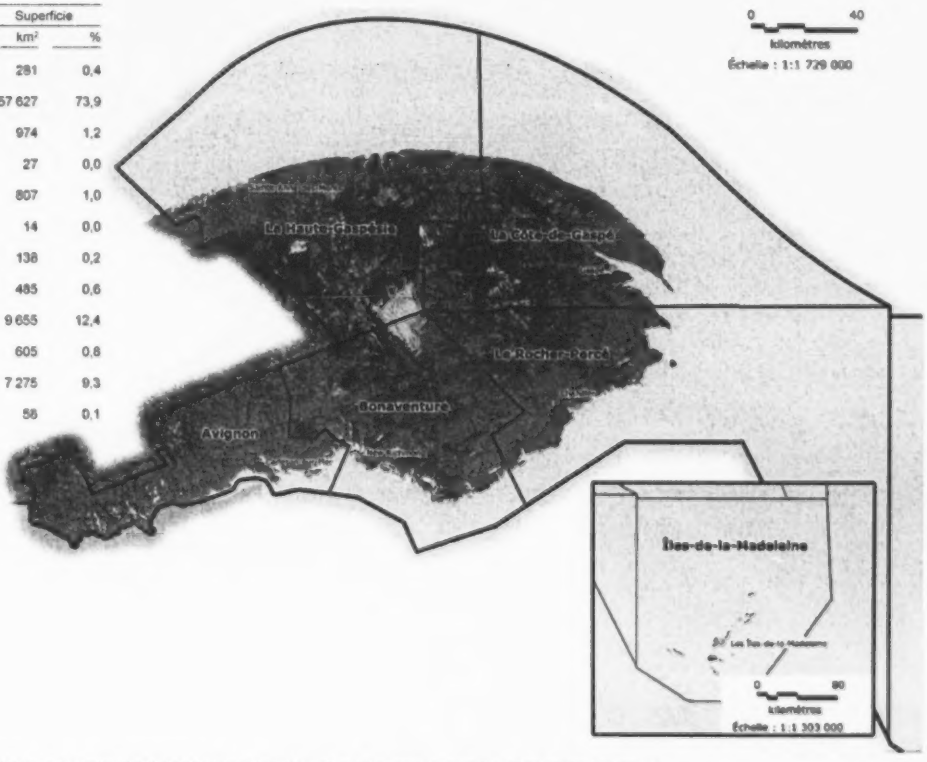
Avec une superficie en terre ferme de 20 317 km² (26,1 %) pour 94 067 habitants en 2009, la densité de population de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine est de 4,6 hab./km². Par contre, les zones développées ne couvrent qu'une surface de 56 km² (0,1 %). Ainsi, la densité de la population par rapport aux zones développées est de 1 672 hab./km².

La couverture du sol[1] de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine est composée majoritairement de 57 627 km² d'eau (73,9 %), de 9 655 km² de forêts de conifères (12,4 %) et de 7 275 km² de forêts de mixtes (9,3 %). Finalement, les terres humides s'étendent sur 14 km², ce qui représente 0,02 % de la région.

Pour favoriser la protection et le maintien de la diversité biologique, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine compte 2 104 km² (2,7 %) d'aires protégées.

Couverture du sol

	Superficie	
	km²	%
Données non disponibles	281	0,4
Eau	57 627	73,9
Glace, roche, terrain découvert	974	1,2
Bryophytes et lichens	27	0,0
Arbustes	807	1,0
Terres humides	14	0,0
Plantes herbacées et toundra	138	0,2
Terres agricoles cultivées	485	0,6
Forêt de conifères	9 655	12,4
Forêt de feuillus	605	0,8
Forêt mixte	7 275	9,3
Zones développées	56	0,1



Sources : GéoBase, circa 2000-vectorielle (CSC2000-V); ministère des Ressources naturelles et de la Faune.

1. Compte tenu de l'arrondissement des données, il peut arriver que la somme des parties n'égale pas le total. Des informations supplémentaires sur les différentes catégories de couverture du sol sont également disponibles dans la section concepts et définitions.

2. Démographie

par Jean-François Lachance, Direction des statistiques sociodémographiques

La Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine est la région qui a connu la plus forte baisse de sa population entre 1996 et 2009. Durant cette période, elle a perdu 12 % de ses effectifs. Par contre, le rythme auquel la décroissance s'effectue a graduellement ralenti. Le déficit migratoire interrégional se limite maintenant à quelques centaines de personnes, et la région a profité dernièrement d'une augmentation des naissances. Mais l'effet combiné du départ des jeunes et de l'arrivée de personnes plus âgées amplifie le vieillissement de la population de la région.

Évolution de la population

Selon les estimations provisoires, la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine comptait 94 100 habitants au 1er juillet 2009, soit 1,2 % de la population du Québec. Elle arrive à l'avant-dernier rang des régions administratives pour ce qui est de la taille de sa population, entre la Côte-Nord et le Nord-du-Québec.

La région comprend six MRC de taille comparable. Le Rocher-Percé est la plus populeuse avec 18 000 habitants, de peu devant Bonaventure (17 900 habitants) et La Côte-de-Gaspé (17 800 habitants). Ces trois MRC comptent chacune pour 19 % de la population de la région. Avignon (16 %), Les Îles-de-la-Madeleine (14 %) et La Haute-Gaspésie (13 %) complètent le tableau.

Tableau 2.1

Population totale, taux d'accroissement annuel moyen et part de la population régionale, MRC et TE de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et ensemble du Québec, 1996-2009

	Population au 1er juillet				Taux d'accroissement annuel moyen[1]			Part	
	1996	2001	2006	2009p	1996-2001	2001-2006	2006-2009p	1996	2009p
	n				pour 1 000			%	
Les Îles-de-la-Madeleine	13 943	13 059	13 166	13 047	– 13,1	1,6	– 3,0	13,1	13,9
Le Rocher-Percé	21 608	19 607	18 465	18 009	– 19,4	– 12,0	– 8,3	20,3	19,1
La Côte-de-Gaspé	21 078	18 855	17 944	17 812	– 22,3	– 9,9	– 2,5	19,8	18,9
La Haute-Gaspésie	13 906	12 935	12 355	12 143	– 14,5	– 9,2	– 5,8	13,1	12,9
Bonaventure	19 787	18 598	17 985	17 929	– 12,4	– 6,7	– 1,0	18,6	19,1
Avignon	16 082	15 545	15 247	15 127	– 6,8	– 3,9	– 2,6	15,1	16,1
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	**106 404**	**98 599**	**95 162**	**94 067**	**– 15,2**	**– 7,1**	**– 3,9**	**100,0**	**100,0**
Ensemble du Québec	**7 246 897**	**7 396 331**	**7 631 552**	**7 828 879**	**4,1**	**6,3**	**8,5**	...	...

Note : Selon la géographie et la dénomination au 1er juillet 2009.
1. Le taux d'accroissement est calculé par rapport à la population moyenne de la période.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de février 2010).
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

La plupart des régions éloignées des grands centres ont connu une diminution de leur population entre 1996 et 2009, mais la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine est celle qui a connu la diminution la plus marquée[1]. L'ampleur de la décroissance a toutefois diminué au cours des années récentes. Ainsi, entre 1996 et 2001, la population a décliné à un taux annuel moyen de – 15,2 pour mille. Ce taux est ensuite passé à – 7,1 pour mille de 2001 à 2006; les données les plus récentes indiquent que la décroissance moyenne était de – 3,9 pour mille pour la période 2006-2009. Ce déclin a entraîné une baisse du poids démographique de la région dans l'ensemble du Québec; en 1996, ce poids était de 1,5 %.

1. C'est également le cas dans le Bas-Saint-Laurent, au Saguenay–Lac-Saint-Jean, sur la Côte-Nord et en Abitibi-Témiscamingue. Le Nord-du-Québec est la seule région éloignée qui compte plus d'habitants en 2009 qu'en 1996. Les données relatives à ces régions sont accessibles dans les bulletins statistiques régionaux qui leur sont consacrés. [En ligne :] http://www.stat.gouv.qc.ca/publications/regions/index.htm.

À l'image de la région, la plupart des MRC ont vu leur décroissance ralentir dans la période 2006-2009. Les Îles-de-la-Madeleine ont fait exception, connaissant un léger accroissement de leur population entre 2001 et 2006, avant de voir leur population revenir au niveau de 2001 selon les dernières données disponibles. En 2006-2009, les MRC de Bonaventure et de La Côte-de-Gaspé montrent les taux d'accroissement annuels moyens les moins négatifs à – 1,0 et – 2,5 pour mille, respectivement. Ces mêmes MRC montraient un décroissement annuel moyen de – 12,4 et – 22,3 pour mille entre 1996 et 2001. Aucune des MRC de la région ne compte plus d'habitants en 2009 qu'en 1996.

Structure par âge

La structure de la population de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine est nettement plus âgée que celle de l'ensemble de la population québécoise. Il s'agit de la région où la proportion des personnes âgées de 65 ans et plus au sein de la population est la plus élevée (18,9 %), tandis que la proportion des moins de 20 ans est la plus basse (19,1 %). La part de la population d'âge actif, soit les 20-64 ans, est cependant comparable (62,1 %) à celle du Québec dans son ensemble (62,8 %). L'âge médian – qui sépare la population en deux groupes égaux – de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine est de 47,1 ans, le plus élevé parmi les régions du Québec. L'âge médian de l'ensemble de la population du Québec est de 41,1 ans.

Tableau 2.2

Population par grand groupe d'âge et âge médian, MRC et TE de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et ensemble du Québec, 2009[p]

	Groupe d'âge								Âge
	Total	0-19	20-64	65 et plus	Total	0-19	20-64	65 et plus	médian
	n				%				
Les Îles-de-la-Madeleine	13 047	2 507	8 353	2 187	100,0	19,2	64,0	16,8	46,1
Le Rocher-Percé	18 009	3 214	11 197	3 598	100,0	17,8	62,2	20,0	48,7
La Côte-de-Gaspé	17 812	3 329	11 352	3 131	100,0	18,7	63,7	17,6	46,5
La Haute-Gaspésie	12 143	2 189	7 543	2 411	100,0	18,0	62,1	19,9	48,8
Bonaventure	17 929	3 451	10 717	3 761	100,0	19,2	59,8	21,0	47,8
Avignon	15 127	3 241	9 225	2 661	100,0	21,4	61,0	17,6	44,9
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	**94 067**	**17 931**	**58 387**	**17 749**	**100,0**	**19,1**	**62,1**	**18,9**	**47,1**
Ensemble du Québec	**7 828 879**	**1 739 194**	**4 919 274**	**1 170 411**	**100,0**	**22,2**	**62,8**	**14,9**	**41,1**

Note : Population au 1er juillet.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de février 2010).
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Toutes les MRC de la région comptent moins de jeunes et plus de personnes âgées, toutes proportions gardées, que l'ensemble du Québec. Dans trois de ces MRC, la population d'aînés est supérieure en nombre à celle des moins de 20 ans : il s'agit de La Haute-Gaspésie, du Rocher-Percé et de Bonaventure. Ces MRC sont celles où les âges médians sont les plus élevés, s'échelonnant entre 47,8 et 48,8 ans. À l'opposé, on trouve la MRC d'Avignon, où l'âge médian est de 44,9 ans. Cette dernière MRC a la proportion de jeunes de moins de 20 ans (21,4 %) la plus élevée de la région. Les MRC de La Côte-de-Gaspé et des Îles-de-la-Madeleine se distinguent quant à elles par une plus forte proportion d'individus d'âge actif que la moyenne québécoise.

Naissances, décès et accroissement naturel

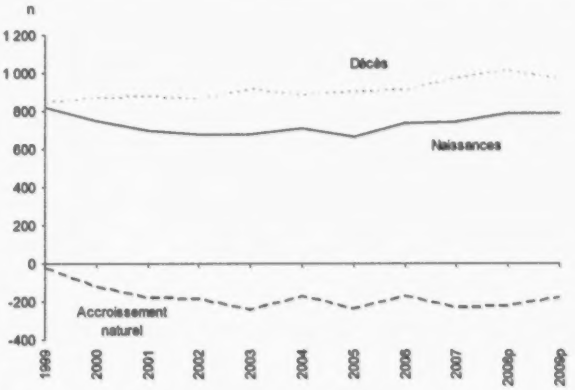
Le nombre de naissances enregistrées en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, qui était presque constamment en baisse entre 1999 et 2005, a augmenté jusqu'en 2008. Selon les données provisoires, 787 naissances sont survenues dans la région en 2008 et en 2009, soit une augmentation de 11 % par rapport aux 712 naissances de 2004. Pendant la même période, le nombre de naissances a augmenté de 20 % dans l'ensemble du Québec.

Le nombre de femmes en âge d'avoir des enfants (15-49 ans) a légèrement fléchi au cours des cinq dernières années en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. La hausse du nombre de naissances est due à l'augmentation de la fécondité, comme l'illustre l'indice synthétique de fécondité de la région, qui est passé de 1,45 enfant par femme en 2004 à 1,65 en 2009. Malgré cette hausse, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine demeure parmi les régions où la fécondité est la plus faible, avec la Capitale-Nationale (1,61) et Montréal (1,62). L'indice synthétique de fécondité de l'ensemble du Québec a quant à lui augmenté de 1,50 en 2004 à 1,73 en 2009.

En raison d'une population vieillissante, le nombre de décès survenus en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine est en hausse. En 2009, 969 décès ont été enregistrés dans la région, ce qui représente une augmentation de 10 % par rapport aux 884 décès de 2004.

Figure 2.1

Naissances, décès et accroissement naturel, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, 1999-2009



Source : Institut de la statistique du Québec.

Une population âgée favorise un accroissement naturel négatif, c'est-à-dire un excédent du nombre de décès sur le nombre de naissances. C'est effectivement le cas en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine depuis une dizaine d'années, à la suite d'une augmentation du nombre de décès et d'une baisse du nombre de naissances. Cependant, au cours des cinq dernières années, naissances et décès ont connu une hausse d'ampleur similaire, de sorte que l'accroissement naturel se maintient autour de – 200 personnes. Selon les données provisoires pour 2009, l'accroissement naturel de la région est de – 182 personnes.

Aucune des MRC de la région ne montre un accroissement naturel positif en 2009. Le tableau comparatif, situé à la fin du bulletin, montre que l'excédent des décès sur les naissances est de plusieurs dizaines dans les MRC de La Haute-Gaspésie et du Rocher-Percé, mais est presque nul dans la MRC Bonaventure.

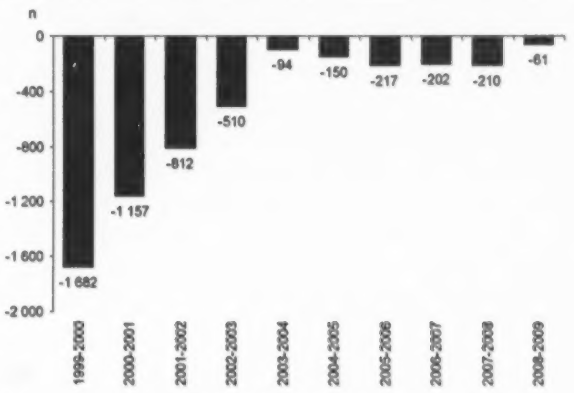
Migration interrégionale

Au cours des 10 dernières années, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine a été perdante dans ses échanges migratoires avec les autres régions du Québec, mais la réduction des pertes entre le début et la fin de cette période est notable. En 1999-2000 et 2000-2001, les pertes ont été de plus de 1 000 personnes annuellement. Le déficit interrégional s'est ensuite grandement résorbé, se chiffrant à – 94 en 2003-2004 et n'a plus été inférieur à – 250 depuis. Les données les plus récentes montrent même un déficit réduit à – 61 pour 2008-2009. Cette évolution s'explique par une réduction appréciable du nombre de sortants. On en comptait 3 872 en 1999-2000, comparativement à 2 382 au cours de la dernière année. Le nombre d'entrants est quant à lui demeuré plutôt stable, se maintenant entre 2 300 et 2 600 par année.

Les pertes migratoires interrégionales subies en 2008-2009 par la région sont concentrées chez les personnes de 15 à 24 ans. Le déficit migratoire combiné de ces deux groupes d'âge

Figure 2.2

Solde migratoire interrégional, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, 1999-2000 à 2008-2009



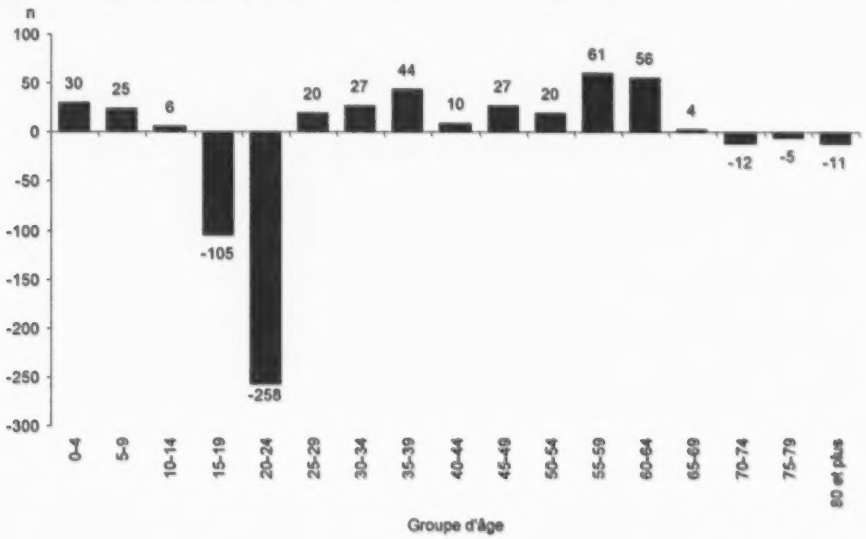
Note : Les données de 2005-2006 à 2007-2008 ont été révisées.

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

est de – 363 personnes. En revanche, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine enregistre des gains pour la plupart des autres groupes d'âge, en particulier chez les 55-64 ans, ce qui contribue toutefois à amplifier le vieillissement de la population.

Le Bas-Saint-Laurent est la principale destination des personnes qui quittent la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, quoique la Capitale-Nationale et Montréal soient également des destinations très fréquentes. La principale région d'origine de ceux qui s'établissent dans la région est Montréal, suivie de près par la Montérégie et la Capitale-Nationale. En 2008-2009, les échanges migratoires avec le Bas-Saint-Laurent (– 185) et la Capitale-Nationale (– 131) ont été défavorables à la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, tandis que cette dernière sort gagnante des échanges avec la Montérégie (+ 110) et les Laurentides (+ 69). Enfin, le solde migratoire vis-à-vis Montréal est légèrement positif (+ 17), le nombre d'entrants en provenance de Montréal réussissant à contrebalancer les départs pour la métropole.

Figure 2.3
Solde migratoire interrégional selon le groupe d'âge, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, 2008-2009



Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

À l'échelle des MRC, la migration interne comprend les échanges avec l'ensemble des autres MRC, incluant celles faisant partie de la même région administrative. En 2008-2009, seules les MRC d'Avignon et de Bonaventure ont profité de la migration interne (voir le tableau comparatif des MRC à la fin du bulletin). Les quatre autres MRC ont vu leur nombre de sortants dépasser celui des entrants. Par rapport à la taille de leur population, les MRC de La Côte-de-Gaspé et des Îles-de-la-Madeleine sont celles qui connaissent les déficits migratoires les plus importants. Pour cette dernière MRC, il s'agit du premier déficit migratoire enregistré depuis 2001-2002.

Tableau 2.3

Entrants, sortants et solde migratoire interrégional avec chacune des régions administratives, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, 2008-2009

	Solde	Entrants			Sortants		
		Rang	n	%	Rang	n	%
Bas-Saint-Laurent	– 185	4	286	12,3	1	471	19,8
Saguenay–Lac-Saint-Jean	3	14	31	1,3	14	28	1,2
Capitale-Nationale	– 131	3	317	13,7	2	448	18,8
Mauricie	– 2	13	42	1,8	12	44	1,8
Estrie	– 10	11	70	3,0	9	80	3,4
Montréal	17	1	463	19,9	3	446	18,7
Outaouais	9	12	44	1,9	13	35	1,5
Abitibi-Témiscamingue	4	16	14	0,6	15	10	0,4
Côte-Nord	– 14	9	77	3,3	7	91	3,8
Nord-du-Québec	7	15	16	0,7	16	9	0,4
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	...	...	...	...	...	...	...
Chaudière-Appalaches	– 20	7	117	5,0	5	137	5,8
Laval	39	8	90	3,9	11	51	2,1
Lanaudière	24	5	157	6,8	6	133	5,6
Laurentides	69	6	149	6,4	8	80	3,4
Montérégie	110	2	375	16,2	4	265	11,1
Centre-du-Québec	19	10	73	3,1	10	54	2,3
Total	**– 61**	...	**2 321**	**100,0**	...	**2 382**	**100,0**

Note : L'arrondissement des données peut amener un léger écart entre le total et la somme des régions.

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

3. Marché du travail

Indicateurs de l'emploi et du chômage

par Jean-Marc Kilolo-Malambwe, Direction des statistiques du travail et de la rémunération

La Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine connaît en 2009, année marquée par la récession, un recul de 1 300 emplois (– 3,6 %), à l'instar de la majorité des régions québécoises. Par rapport à son poids dans l'emploi au Québec (0,9 %), la région subit l'équivalent de 3,5 % de la perte nette observée dans la province. Le taux d'emploi baisse de 1,6 point en 2009, à 43,4 %, en raison du recul de l'emploi, la population en âge de travailler restant stable. Il s'agit du taux d'emploi le plus faible de la province.

Le fléchissement de l'emploi touche surtout les femmes (– 1 200) et les travailleurs âgés de 30 ans et plus (– 1 400). Par ailleurs, c'est dans cette région que les 15-29 ans sont les moins présents dans l'emploi (19,0 %). Le secteur des services (– 1 500) accuse une perte, alors que celui des biens connaît une relative stabilité. La région de la Gaspésie-Île-de-la-Madeleine est, avec celle de Laval, la seule où les femmes occupent la majorité des emplois (respectivement 51,6 % et 50,7 %).

Les emplois perdus sont tous à temps plein (– 2 100). Quant à l'emploi à temps partiel, il augmente légèrement et voit sa part dans l'emploi total de la région s'accroître de 2,9 points de pourcentage, à 19,4 %.

Le taux de chômage de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine baisse de 1,7 point en 2009, en raison d'un recul de la population active (– 5,5 %) plus fort que celui de l'emploi. Ce taux a toujours été le plus élevé parmi les régions du Québec (début de la série chronologique en 1987). Toutefois, en 2009, il se situe au niveau historiquement le plus faible (15,6 %). Le nombre de chômeurs baisse, quant à lui, de 1 100 (– 14,5 %).

Le taux d'activité régresse de 3,0 points en 2009, à 51,5 %, soit le niveau le plus faible au Québec. Le fait que la population active recule, sans que la population en âge de travailler ne varie, explique ce repli.

Tableau 3.1
Caractéristiques du marché du travail, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, 2005-2009

	Unité	2005	2006	2007	2008	2009
Population active	k	40,7	40,9	42,3	44,0	41,6
Emploi	k	33,4	33,4	35,0	36,4	35,1
Selon le régime						
Emploi à temps plein	k	27,1	27,6	28,6	30,4	28,3
Emploi à temps partiel	k	6,3	5,8	6,5	6,0	6,8
Groupe d'âge						
15-29 ans	k	6,6	6,6	5,6	6,6	6,7
30 ans et plus	k	26,8	26,8	29,4	29,9	28,5
Sexe						
Hommes	k	16,1	16,6	16,6	17,1	17,0
Femmes	k	17,3	16,8	18,4	19,3	18,1
Secteur d'activités						
Secteur des biens	k	7,6	7,3	7,7	7,0	7,3
Secteur des services	k	25,8	26,1	27,3	29,4	27,9
Chômeurs	k	7,3	7,5	7,3	7,6	6,5
Taux d'activité	%	50,7	50,7	52,3	54,5	51,5
Taux de chômage	%	17,9	18,3	17,3	17,3	15,6
Taux d'emploi	%	41,6	41,4	43,3	45,0	43,4
Part de l'emploi à temps partiel	%	18,9	17,4	18,6	16,5	19,4

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

Parmi les régions du Québec, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine affiche en 2009 le taux de chômage le plus élevé ainsi que les taux d'activité et d'emploi les plus faibles. La ventilation de ces trois indicateurs selon le sexe mène au même constat.

La région connaît une augmentation de 1 700 emplois entre 2005 et 2009. Toutefois, l'emploi a peu varié entre 1987 et 2009. Tout comme en 1987, comparativement aux autres régions, la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine se classe au dernier rang en termes de nombre d'emplois. Par ailleurs, le poids de la région dans l'emploi total au Québec est en baisse de 0,3 point par rapport à 1987.

Nombre et taux de travailleurs

par Francine Chercuitte, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

En 2009, tous les territoires supralocaux de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine connaissent une croissance du nombre de travailleurs de 25 à 64 ans supérieure ou égale à celle observée au Québec (+ 0,5 %), à l'exception de La Haute-Gaspésie (– 3,0 %) et d'Avignon (– 2,8 %). La hausse la plus marquée est observée dans Le Rocher-Percé (+ 2,6 %). D'ailleurs, la croissance dans ce dernier territoire s'est manifestée davantage du côté des femmes (+ 4,0 %) que celui des hommes (+ 1,3 %).

Tableau 3.2
Nombre et taux des travailleurs de 25 à 64 ans, MRC et TE de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, ensemble du Québec, 2008-2009

	Nombre			Taux		
	2008[p]	2009[p]	Var. (%) 09/08	2008[p]	2009[p]	Var. (%) 09/08
Les Îles-de-la-Madeleine	4 718	4 761	0,9	60,5	61,7	1,1
Le Rocher-Percé	5 218	5 355	2,6	49,4	51,4	2,0
La Côte-de-Gaspé	6 870	6 905	0,5	66,4	66,7	0,3
La Haute-Gaspésie	3 725	3 613	– 3,0	52,9	51,7	– 1,3
Bonaventure	6 192	6 225	0,5	61,8	63,2	1,4
Avignon	5 160	5 017	– 2,8	61,3	60,1	– 1,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	**31 883**	**31 876**	**0,0**	**58,9**	**59,4**	**0,5**
Ensemble du Québec	**3 195 858**	**3 212 724**	**0,5**	**72,6**	**72,5**	**– 0,1**

Sources : Institut de la statistique du Québec et ministère du Revenu du Québec.

En ce qui a trait au taux de travailleurs, les plus fortes augmentations sont enregistrées dans Le Rocher-Percé (+ 1,1 point) et Bonaventure (+ 1,6 point), sous l'effet conjugué d'une augmentation du nombre de travailleurs de 25 à 64 ans et d'une baisse de la population de ce même groupe d'âge. En dépit de cette hausse, Le Rocher-Percé continue de présenter le taux de travailleurs le plus faible du Québec, soit 51,4 %. Pour la sixième année consécutive, c'est la MRC de La Côte-de-Gaspé (66,7 %) qui enregistre le taux de travailleurs le plus élevé de la région. Notons, enfin, que la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine est la seule région administrative où aucune MRC n'affiche un taux des travailleurs supérieur à celui du Québec (72,5 %).

4. Comptes économiques

4.1 Produit intérieur brut

par Danielle Bilodeau, Direction des statistiques économiques et du développement durable

En 2008, le produit intérieur brut (PIB) aux prix de base en dollars courants s'élève à 2,2 G$ dans la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. Il s'agit de 0,8 % du PIB du Québec, ce qui en fait la région dont la part est la plus faible de l'économie du Québec. En effet, sa part est un peu en deçà de celle du Nord-du-Québec.

La croissance économique de la région en 2008, de 4,9 %, démontre une belle vitalité en comparaison du taux de croissance annuel moyen (TCAM) de 2,6 % enregistré entre 2004 et 2008. Elle surpasse aussi la croissance annuelle du Québec qui atteint 2,0 % en 2008. Ainsi, la région se classe au sixième rang des 17 régions administratives en ce qui concerne l'évolution économique en 2008.

Produit intérieur brut par industrie

Les bons résultats de l'économie régionale de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine en 2008 proviennent plus des industries productrices de biens (+ 10,8 %) que des industries des services (+ 2,7 %), bien que ces dernières apportent une contribution non négligeable à l'expansion observée en 2008. Avec un PIB de 1,6 G$, les industries des services occupent 71,7 % de l'économie régionale, soit une part un peu supérieure à celle du Québec qui se situe à 70,1 %.

La progression des industries des services (+ 2,7 %) est inégale en 2008. Les services administratifs, de soutien, de gestion de déchets et d'assainissement (+ 9,1 %), les autres services (+ 8,3 %), base économique de la région, et les services professionnels, scientifiques et techniques (+ 7,3 %) se démarquent en 2008. Le commerce de gros (+ 6,9 %) ainsi que le commerce de détail (+ 5,8 %) font également bonne figure de même que les administrations publiques (+ 5,2 %), l'hébergement et les services de restauration (+ 4,6 %), base économique importante de la région, le transport et l'entreposage (+ 4,5 %) et le groupe de la finance, des assurances et des services immobiliers (+ 4,0 %). L'industrie de l'hébergement et des services de restauration affiche un TCAM de 5,8 % au cours des quatre dernières années. En 2008, l'industrie des arts, des spectacles et des loisirs se rétracte de 5,8 %. L'industrie de l'information et industrie culturelle baisse de 4,4 % et les soins de santé et l'assistance sociale, base économique de la région, de 2,9 %. L'industrie des services d'enseignement glisse de 0,4 %.

Avec une production de 614,4 M$, les industries productrices de biens occupent 28,3 % de l'économie régionale, part un peu plus faible que celle du Québec (29,9 %). Ces industries (+ 10,8 %), qui diminuaient en 2005 et en 2006, rebondissent en 2007 et en 2008. L'industrie de la pêche, de la chasse et du piégeage, la principale base économique de la région, de même que celle des cultures agricoles et de l'élevage, une autre de ses bases économiques notables, présentent une mauvaise année avec des reculs de 6,8 % et de 19,4 % respectivement, après avoir toutes deux connu une année de forte croissance. De mauvais résultats sont observés dans l'industrie de la foresterie et de l'exploitation forestière (– 29,4 %), autre base économique régionale importante. Par contre, deux autres bases économiques qui comptent dans la région évoluent à la hausse. En effet, l'industrie de l'extraction minière (+ 26,9 %) explose et celle des activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie (+ 3,8 %) s'accroît en 2008. L'industrie de la fabrication (– 0,6 %) glisse et montre ainsi une décroissance annuelle moyenne de 2,5 % entre 2004 et 2008. En 2008, des baisses sont notamment observées dans l'industrie de la fabrication de produits en bois (– 26,2 %), dans celle de meubles et de produits connexes (– 10,0 %), dans celle de boissons et de produits du tabac (– 6,3 %) et dans celle d'aliments (– 1,2 %), dont la part occupe 2,2 % de l'économie de la région.

Depuis 2004, la part des industries productrices de biens dans l'économie de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine diminue, de façon plus rapide qu'au Québec. En effet, cette part passe de 31,6 % en 2004 à 28,3 % en 2008 dans cette région, soit une perte de 3,2 points de pourcentage, tandis qu'elle passe de 31,9 % en 2004 à 29,9 % en 2008 au Québec, ce qui représente une perte de 2,1 points de pourcentage.

Tableau 4.1.1

Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base par industrie, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, 2007-2008

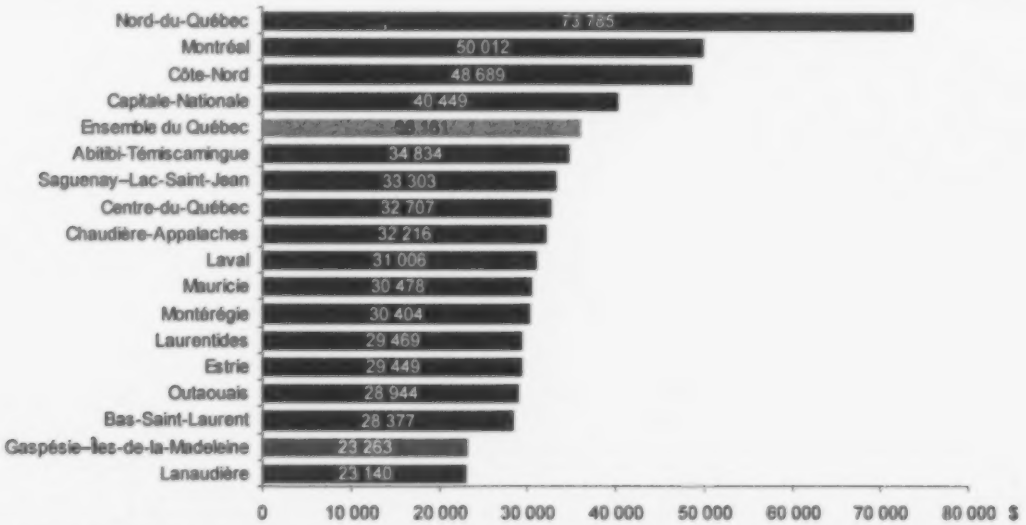
	2007[r]	2008[p]	Part de l'industrie en 2008	Variation annuelle moyenne 2008/2004	Variation 2008/2007
	k$		%		
Ensemble des industries	**2 067 725**	**2 169 089**	**100,0**	**2,6**	**4,9**
Secteur de production de biens	**554 503**	**614 445**	**28,3**	**– 0,1**	**10,8**
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	156 033	130 598	6,0	– 12,9	– 16,3
Cultures agricoles et élevage	54 067	43 558	2,0	– 13,3	– 19,4
Foresterie et exploitation forestière	37 900	26 765	1,2	– 21,9	– 29,4
Pêche, chasse et piégeage	58 920	54 937	2,5	– 6,2	– 6,8
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie	5 145	5 338	0,2	– 8,2	3,8
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	20 840	26 454	1,2	4,6	26,9
Services publics	X	X	...	...	...
Construction	X	X	...	...	...
Fabrication	148 785	147 822	6,8	– 2,5	– 0,6
Fabrication d'aliments	47 089	46 540	2,1	0,3	– 1,2
Fabrication de boissons et de produits du tabac	16 061	15 046	0,7	3,0	– 6,3
Usines de textiles et de produits textiles	X	X	...	...	...
Fabrication de vêtements	X	X	...	...	...
Fabrication de produits en cuir et de produits analogues	X	X	...	...	...
Fabrication de produits en bois	28 579	21 077	1,0	...	– 26,2
Fabrication du papier	X	X	...	...	...
Impression et activités connexes de soutien	2 810	2 775	0,1	– 1,5	– 1,2
Fabrication de produit du pétrole et du charbon	X	X	...	...	...
Fabrication de produits chimiques	X	X	...	...	...
Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc	10 666	X	...	...	...
Fabrication de produits minéraux non métalliques	X	X	...	...	...
Première transformation des métaux	X	X	...	...	...
Fabrication de produits métalliques	X	X	...	...	...
Fabrication de machines	X	X	...	...	...
Fabrication de produits informatiques et électroniques	X	X	...	...	...
Fabrication de matériel, appareils et composants électriques	X	X	...	...	...
Fabrication de matériel de transport	X	X	...	...	...
Fabrication de meubles et de produits connexes	7 200	6 477	0,3	3,5	– 10,0
Activités diverses de fabrication	X	X	...	...	...
Secteur des services	**1 513 221**	**1 554 645**	**71,7**	**3,8**	**2,7**
Commerce de gros	42 457	45 398	2,1	4,4	6,9
Commerce de détail	162 382	171 793	7,9	5,5	5,8
Transport et entreposage	88 263	92 272	4,3	7,0	4,5
Industrie de l'information et industrie culturelle	32 294	30 889	1,4	8,2	– 4,4
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	282 855	294 151	13,6	1,8	4,0
Services professionnels, scientifiques et techniques	37 251	39 966	1,8	8,0	7,3
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	32 980	35 967	1,7	4,5	9,1
Services d'enseignement	177 049	176 407	8,1	1,9	– 0,4
Soins de santé et assistance sociale	293 495	284 923	13,1	4,2	– 2,9
Arts,spectacles et loisirs	13 175	12 416	0,6	1,6	– 5,8
Hébergement et services de restauration	117 175	122 549	5,6	5,8	4,6
Autres services, sauf les administrations publiques	59 550	64 466	3,0	0,2	8,3
Administrations publiques	174 315	183 447	8,5	3,9	5,2

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; ministère du Revenu du Québec; Pêches et Océans Canada; Statistique Canada.

Produit intérieur brut par habitant

Le PIB par habitant est un indicateur souvent utilisé pour faciliter les comparaisons entre les régions quant à l'importance de la production dans un territoire donné. À cet égard, la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine figure à l'avant-dernier rang parmi les régions administratives du Québec en 2009. En effet, le PIB par habitant atteint 23 263 $, en hausse de 0,9 % par rapport à 2008 à cause de la stabilité de la population de cette région et d'une augmentation de sa production. Au Québec, le PIB par habitant diminue de 1,4 % en 2009, avec la diminution de son PIB et la croissance de sa population, pour s'établir à 36 161 $.

Figure 4.1.1
Produit intérieur brut par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2009



Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; ministère du Revenu du Québec; Pêches et Océans Canada; Statistique Canada.

4.2 Revenu personnel

par Francine Chercuitte, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Après un bond marqué en 2007, la croissance du revenu personnel par habitant dans la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine ralentit une deuxième année consécutive. En 2009, il se hausse de 1,6 % par rapport à l'année précédente pour s'établir à 26 715 $. L'évolution positive des revenus d'emploi (+ 1,9 %) et des transferts des administrations publiques (+ 2,5 %) est responsable de cette progression. Le ralentissement s'explique par une diminution notable de 6,7 % des revenus de placement consécutive à la baisse des intérêts sur les dépôts bancaires et le faible rendement des caisses de retraite. Par ailleurs, le revenu personnel disponible par habitant, soit le revenu des particuliers soustrait des impôts directs et des cotisations sociales, a crû de 2,6 % en 2009 pour atteindre 21 580 $. Cette progression, une des plus fortes observées au Québec, se fonde sur une croissance du revenu personnel conjuguée à une baisse de la population totale de la région.

En dépit des hausses enregistrées depuis 2007, la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine présente le plus faible revenu disponible par habitant au Québec. Ce phénomène s'explique, en partie, par un taux d'emploi et un salaire hebdomadaire moyen des employés qui sont les plus bas du Québec. Avec pour résultat que les résidants de la région reçoivent davantage de transferts des administrations publiques (8 654 $) que ceux du Québec (5 674 $). En effet, les prestations de l'assurance-emploi

ont augmenté de 3,4 % en 2009. De plus, la population étant relativement âgée dans la région, les prestations de la Sécurité de la vieillesse, de la Régie des rentes du Québec et du Régime de pensions du Canada occupent une part importante des transferts. Par ailleurs, les prestations d'assurance parentale ont augmenté de 5,4 % au regard de 2008.

Tableau 4.2.1

Revenu personnel et ses composantes par habitant, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et ensemble du Québec, 2008-2009

	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine			Ensemble du Québec		
	2008r	2009p	Variation 09/08	2008r	2009p	Variation 09/08
	$/hab.		%	$/hab.		%
Revenu d'emploi	16 187	16 497	1,9	23 930	24 216	1,2
Revenu de placement	1 596	1 490	– 6,7	3 919	3 582	– 8,6
Transferts des administrations publiques	8 445	8 654	2,5	5 546	5 674	2,3
Autres sources de revenu	78	74	– 4,6	155	151	– 2,4
Revenu personnel	**26 306**	**26 715**	**1,6**	**33 550**	**33 623**	**0,2**
Moins :						
Impôts, cotisations et autres transferts	5 270	5 135	– 2,6	7 900	7 592	– 3,9
Égale :						
Revenu personnel disponible	**21 036**	**21 580**	**2,6**	**25 650**	**26 031**	**1,5**

Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada, Comptes économiques provinciaux.

Les territoires supralocaux la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine affichent une augmentation du revenu personnel disponible par habitant supérieure à celle du Québec (+ 1,5 %), sauf pour La Haute-Gaspésie (+ 0,1 %). Cette MRC voit une baisse importante (– 13,4 %) des revenus de placements, la plus forte de la région. En 2009, seule La Côte-de-Gaspé enregistre une croissance (+ 3,4 %) du revenu disponible supérieure à celle observée (+ 2,4 %) l'année précédente. D'ailleurs, cette MRC obtient la plus forte majoration (+ 4,4 %) des transferts des administrations publiques de la région. De plus, elle voit ses revenus d'emploi augmenter (+ 1,9 %) au-delà de la moyenne québécoise (+ 1,2 %) pour une deuxième année consécutive. Avec Les Îles-de-la-Madeleine (23 232 $), La Côte-de-Gaspé (23 362 $) continue de présenter le revenu disponible par habitant le plus élevé de la région. En revanche, il est le plus bas dans La Haute-Gaspésie (18 628 $) et dans Le Rocher-Percé (19 732 $).

Les transferts des administrations publiques profitent davantage aux résidants d'Avignon et du Rocher-Percé. En 2009, ces MRC ont reçu, en moyenne, plus de 9 200 $ provenant en grande partie des prestations de la Sécurité de la vieillesse, de la Régie des rentes du Québec et de l'assurance-emploi. Cependant, les plus fortes hausses des transferts publics sont notées dans La Côte-de-Gaspé (+ 4,4 %) et Avignon (+ 3,3 %). Ces augmentations sont dues principalement à la progression des prestations d'assurance parentale et d'assurance-emploi.

Tableau 4.2.2

Revenu personnel, revenu personnel disponible et transferts des administrations publiques par habitant, MRC et TE de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et ensemble du Québec, 2008-2009

	Revenu personnel			Revenu personnel disponible			Transferts des administrations publiques		
	2008r	2009p	Var. 09/08	2008r	2009p	Var. 09/08	2008r	2009p	Var. 09/08
	$/hab		%	$/hab		%	$/hab		%
Les Îles-de-la-Madeleine	28 161	28 978	2,9	22 390	23 232	3,8	8 006	8 103	1,2
Le Rocher-Percé	24 007	24 328	1,3	19 301	19 732	2,2	8 738	8 917	2,1
La Côte-de-Gaspé	28 912	29 522	2,1	22 593	23 362	3,4	7 687	8 027	4,4
La Haute-Gaspésie	22 967	22 781	– 0,8	18 605	18 628	0,1	8 429	8 675	2,9
Bonaventure	26 418	26 731	1,2	21 028	21 461	2,1	8 523	8 595	0,9
Avignon	26 926	27 437	1,9	22 067	22 765	3,2	9 299	9 605	3,3

Source : Institut de la statistique du Québec.

5. Exportations

par Pierre Lachance, Direction des statistiques économiques et du développement durable

Pour des raisons de confidentialité, les données sur les exportations internationales de marchandises des régions de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, du Nord-du-Québec et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine ont été regroupées. Les exportations internationales de marchandises de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine présentent deux chutes successives en 2005 (– 55,2 %) et en 2006 (– 57,5 %), suivies d'un recul de 5,5 % en 2007. Par ailleurs, la valeur des biens exportés décroît de 0,2 % dans l'ensemble du Québec. Sur les 70,8 G$ de biens exportés par le Québec en 2007 – dont 3,4 G$ ne peuvent être répartis régionalement – 105,8 M$ sont attribuables aux 33 établissements exportateurs de la région. À titre de comparaison, la valeur exportée s'élevait encore à 263,5 M$ en 2005 et à 588,1 M$ en 2004. Ainsi, la part relative de la région dans les exportations internationales de biens du Québec, qui se situe à 0,9 % en 2003 et en 2004, est tombée à 0,2 % en 2006 et à 0,1 % en 2007.

Tableau 5.1

Valeur et proportion des marchandises exportées selon la destination, Abitibi-Témiscamingue, Côte-Nord, Nord-du-Québec et Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, 2003-2007

	2003[r]	2004[r]	2005[r]	2006[r]	2007	TCAM[1] 2007/2003
			M$			%
Amérique du Sud[2]	x	x	x	151,8	45,3	...
Mexique	x	x	x	8,1	2,5	...
États-Unis	1 752,2	2 547,8	2 392,0	2 454,5	2 008,6	3,5
Japon	90,4	78,3	102,0	91,9	121,3	7,6
Union européenne[3]	754,2	512,0	844,1	865,6	1 098,0	9,8
Autres	x	x	x	801,0	765,5	...
Total	**2 947,7**	**3 533,4**	**4 053,7**	**4 373,0**	**4 041,2**	**8,2**

1. Taux de croissance annuel moyen.
2. L'Amérique du Sud comprend les pays suivants : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Guyane, Îles Falkland (Malvinas), Paraguay, Pérou, Suriname, Uruguay et Venezuela.
3. L'Union européenne correspond aux pays suivants : Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Guyane française, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Monaco, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République Tchèque, Royaume-Uni, Saint-Marin, Slovaquie, Slovénie et Suède.

Source : Statistique Canada, Registre des exportateurs canadiens.
Compilation : Institut de la statistique du Québec; ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Sur le plan méthodologique, il importe de préciser que la répartition des exportations par région se fait selon le lieu de résidence de l'établissement exportateur, et non selon l'origine du fabricant ou du producteur. De plus, les exportations d'une région dirigées vers les autres provinces canadiennes ne sont pas couvertes par le Registre des exportateurs canadiens.

6. Industrie manufacturière

par Mario Ringuette, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Bien qu'en perte de vitesse depuis quelques années, le secteur manufacturier reste tout de même un des acteurs importants de l'économie du Québec et de ses régions. En 2008, le secteur manufacturier représente le sixième de l'activité économique québécoise avec 16,6 % du produit intérieur brut (estimé au prix de base en dollars courants). Cette proportion varie cependant fortement d'une région à l'autre et vient, par conséquent, moduler l'impact induit par d'importants changements dans le secteur manufacturier sur l'ensemble de l'économie régionale. Dans la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, les établissements manufacturiers génèrent de façon directe 6,8 % de l'activité économique régionale.

Emploi total du secteur manufacturier

En 2008, le nombre d'emplois dans le secteur manufacturier de la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine a diminué à 1 424. Il s'agit en fait d'une réduction de 19,5 % par rapport à 2007, soit un rythme nettement plus rapide que la moyenne québécoise (– 3,9 %). Dans les sous-secteurs des produits en bois et des aliments, les réductions d'emploi en 2008 sont de l'ordre de 22,7 % et de 6,2 % respectivement. Ces industries représentent presque les trois quarts des effectifs manufacturiers de la région.

La situation de 2008 s'inscrit dans une tendance que l'on observe depuis 2004. En quatre ans, l'emploi a reculé de façon prononcée, au taux moyen de 13,2 % annuellement. Pour l'ensemble du Québec, la baisse, beaucoup moins forte, a été de 3,5 % par année en moyenne au cours de la même période.

Tableau 6.1

Emploi total dans le secteur manufacturier, par sous-secteur du SCIAN, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et ensemble du Québec, 2004-2008

Sous-secteur du SCIAN	2004	2005	2006	2007	2008	Variation 2008/2007	TCAM[1] 2008/2004
			n			%	
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	**2 506**	**2 043**	**1 788**	**1 769**	**1 424**	**– 19,5**	**– 13,2**
Aliments	1 379	995	F	723	678	– 6,2	– 16,3
Boissons et produits du tabac	48	40	36	19	F	F	F
Usines de textiles	x	x	x	x	x	x	x
Usines de produits textiles	F	F	F	F	x	x	x
Vêtements	x	x	–	–	–	–	–
Produits en cuir et produits analogues	F	x	x	x	x	x	x
Produits en bois	x	588	521	467	361	– 22,7	x
Papier	x	x	x	x	x	x	x
Impression et activités connexes de soutien	F	F	F	F	F	F	F
Produits chimiques	F	F	F	F	F	F	F
Produits en caoutchouc et en plastique	x	x	x	x	x	x	x
Produits minéraux non métalliques	x	x	x	x	x	x	x
Produits métalliques	F	F	x	x	x	x	x
Machines	F	x	x	x	x	x	x
Matériel, appareils et composants électriques	x	x	x	x	x	x	x
Matériel de transport	x	F	x	x	x	x	x
Meubles et produits connexes	F	F	F	F	F	F	F
Activités diverses de fabrication	136	87	x	x	F	x	F
Ensemble du Québec	**500 675**	**482 821**	**466 581**	**451 125**	**433 510**	**– 3,9**	**– 3,5**

1. Taux de croissance annuel moyen.

Source : Statistique Canada, Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière, 2004-2008.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Revenus totaux dans le secteur manufacturier

Les revenus totaux[1] des établissements manufacturiers de la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine sont en chute en 2008 pour se situer à 331,0 M$. La baisse est de l'ordre de 78,2 M$ ou 19,1 % et le sous-secteur des produits en bois y a grandement contribué. Au Québec, les revenus totaux du secteur manufacturier ont augmenté de 2,5 % en 2008.

Pour la région, les revenus de 2008 ne correspondent plus qu'aux deux tiers du niveau de 2004. La variation annuelle moyenne durant cette période est de – 9,6 %. Ce qui contraste avec la croissance moyenne de 2,0 % par année pour le total des régions québécoises.

Tableau 6.2

Revenus totaux dans le secteur manufacturier, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et ensemble du Québec, 2004-2008

Sous-secteur du SCIAN	2004	2005	2006	2007	2008	Variation 2008/2007	TCAM[1] 2008/2004
			k$			%	
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	**496 472**	**465 740**	**383 829**	**409 236**	**331 006**	– 19,1	– 9,6
Aliments	226 440	195 546	169 174	167 549	155 979	– 6,9	– 8,9
Boissons et produits du tabac	2 265	2 315	2 480	1 223	1 481	21,1	– 10,1
Usines de textiles	x	x	x	x	x	x	x
Usines de produits textiles	728	758	634	724	x	x	x
Vêtements	x	x	–	–	–	–	–
Produits en cuir et produits analogues	729	x	x	x	x	x	x
Produits en bois	x	159 276	147 425	135 009	87 923	– 34,9	x
Papier	x	x	x	x	x	x	x
Impression et activités connexes de soutien	4 128	3 934	3 846	3 389	3 819	12,7	– 1,9
Produits chimiques	1 398	1 608	989	859	888	3,4	– 10,7
Produits en caoutchouc et en plastique	x	x	x	x	x	x	x
Produits minéraux non métalliques	x	x	x	x	x	x	x
Produits métalliques	2 529	2 695	x	x	x	x	x
Machines	2 000	x	x	x	x	x	x
Matériel, appareils et composants électriques	x	x	x	x	x	x	x
Matériel de transport	x	6 431	x	x	x	x	x
Meubles et produits connexes	2 269	2 233	2 340	2 550	2 541	– 0,4	2,9
Activités diverses de fabrication	5 823	18 796	x	x	2 677	x	– 17,7
Ensemble du Québec	**147 470 739**	**152 348 158**	**157 670 122**	**155 681 738**	**159 515 688**	**2,5**	**2,0**

1. Taux de croissance annuel moyen.

Source : Statistique Canada, Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière, 2004-2008.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

1. Globalement, les revenus totaux comprennent les revenus provenant de la vente des biens fabriqués, de biens achetés pour la revente tels quels et revenus de location, d'exploitation et de placements.

7. Investissements et permis de bâtir

par Jean-François Fortin, Direction des statistiques économiques et du développement durable

7.1 Investissements

Selon les perspectives 2010, les dépenses en immobilisation de la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine augmentent de 36,3 % par rapport à 2009 pour atteindre 923,3 M$. En comparaison, la croissance annuelle provinciale est de 3,6 % en 2010. Il s'agit d'un nouveau sommet historique, supérieur de plus de 200 M$ à l'ancien sommet de 2008 (682,1 M$). D'ailleurs, de 2008 à 2010, la région s'est maintenue au-dessus des 650 M$, alors qu'elle n'avait jamais atteint plus de 500 M$ avant 2008.

Tableau 7.1.1

Dépenses en immobilisation par industrie[1] et par secteur, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, 2006-2010[2]

	2006	2007r	2008	2009	2010	Variation 2010/2009	Part relative dans la région (2010)	Part relative dans le Québec (2010)
			k$				%	
Production de biens	169 094	41 554	124 064	151 741	422 832	178,7	45,8	3,2
Production de services	195 253	241 452	399 555	374 193	339 151	– 9,4	36,7	1,2
Logement	117 821	126 175	158 471	151 281	161 350	6,7	17,5	0,8
Total	**482 167**	**409 181**	**682 090**	**677 216**	**923 333**	**36,3**	**100,0**	**1,5**
Secteur privé non résidentiel	261 847	123 240	248 191	142 033	526 362	270,6	57,0	2,6
Secteur public	102 499	159 767	275 428	383 901	235 621	– 38,6	25,5	1,1

Note : En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.
1. Statistique Canada, *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord, Canada 2002*.
2. 2006-2008 : dépenses réelles; 2009 : dépenses réelles provisoires; 2010 : perspectives.

Sources : Statistique Canada, Enquête sur les dépenses en immobilisation; Institut de la statistique du Québec.

L'investissement des industries productrices de biens, responsables de 45,8 % de l'investissement régional, augmente de 178,7 % (un sommet parmi les 17 régions administratives) pour s'établir à 422,8 M$. Il s'agit du plus haut niveau observé depuis 1998, et de loin : le sommet antérieur, atteint en 2006, était de 169,1 M$.

Les dépenses en immobilisation des industries productrices de services sont quant à elles en décroissance de 9,4 % par rapport à 2009 pour s'établir à 339,2 M$. Cette baisse s'explique en bonne partie par une diminution de l'investissement dans le secteur des services d'enseignement (– 32,7 M$), lequel avait eu des investissements élevés en 2009 (56,9 M$). Néanmoins, le niveau d'investissement du secteur est, nonobstant 2009, à son plus haut niveau depuis 2004.

Les dépenses en immobilisation liées au logement sont en croissance de 6,7 % par rapport à 2009 pour s'établir à 161,4 M$. Ces dépenses représentent 17,5 % de l'investissement régional, mais seulement 0,8 % de l'investissement québécois du secteur (20,7 G$).

L'investissement privé non résidentiel, qui représente 57,0 % de l'investissement régional, est en croissance de 270,6 % par rapport à 2009 pour atteindre 526,4 M$. La croissance des ces investissements en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine est la plus forte observée parmi les 17 régions administratives, faisant de 2010 un nouveau sommet historique. Les investissements publics sont quant à eux en baisse de 38,6 % et s'établissent à 235,6 M$. Malgré la décroissance, le niveau de 2010 demeure supérieur aux niveaux observés entre 1998 et 2007.

7.2 Permis de bâtir

La valeur des permis de bâtir émis dans la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine en 2009 s'élève à 108,3 M$, en baisse de 9,3 % par rapport à 2008. Malgré cette baisse, la valeur des permis émis est supérieure à la moyenne quinquennale (94,5 M$).

Tableau 7.2.1
Valeur des permis de bâtir des secteurs résidentiel et non résidentiel, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et ensemble du Québec, 2005-2009

	2005	2006	2007	2008	2009	Variation 2009/2008	Moyenne 2005-2009
			k$			%	k$
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	**85 937**	**73 708**	**85 135**	**119 454**	**108 346**	**– 9,3**	**94 516**
Résidentiel	41 272	51 887	55 094	70 860	61 651	– 13,0	56 153
Non résidentiel	44 665	21 821	30 041	48 594	46 695	– 3,9	38 363
Ensemble du Québec	**11 287 982**	**11 878 332**	**12 973 354**	**13 806 682**	**12 929 699**	**– 6,4**	**12 575 210**
Résidentiel	7 885 798	7 779 494	8 416 100	8 911 629	8 406 568	– 5,7	8 279 918
Non résidentiel	3 402 184	4 098 838	4 557 254	4 895 053	4 523 131	– 7,6	4 295 292

Source : Statistique Canada, Enquête des permis de bâtir.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

La composante résidentielle des permis de bâtir, qui représente 56,9 % de la valeur totale des permis émis, atteint 61,7 M$, en baisse de 13,0 % par rapport à 2008. Au niveau infrarégional, seule la MRC de Bonaventure a un niveau en 2009 (5,6 M$) inférieur à la moyenne sur cinq ans (6,3 M$). Plus de la moitié de la valeur des permis de bâtir résidentiels se retrouve dans la MRC de la Côte-de-Gapsé (18,1 M$) et dans le TE des Îles-de-la-Madeleine (13,4 M$) en 2009.

Pour ce qui est des permis de bâtir non résidentiels, ils sont en diminution de 3,9 % par rapport à 2008 pour s'établir à 46,7 M$, soit une valeur supérieure de 8,3 M$ à la moyenne quinquennale. La composante commerciale, qui représente en 2009 près de la moitié de la valeur totale émise en permis de bâtir non résidentiels, s'établit à 23,3 M$, dont 10,0 M$ se retrouvent dans la MRC de la Côte-de-Gaspé. Les permis de bâtir institutionnels (18,2 M$) se retrouvent au-delà de la valeur moyenne entre 2005 et 2009 (11,9 M$). Finalement, la valeur des permis de bâtir industriels (5,2 M$) est inférieure à la moyenne quinquennale (8,2 M$), moyenne fortement influencée à la hausse par une valeur de 25,7 M$ de permis délivrés en 2005 dans la MRC de la Côte-de-Gaspé.

Tableau 7.2.2
Valeur des permis de bâtir selon le type de construction, MRC et TE de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et ensemble du Québec, 2009

	Résidentiel		Commercial		Industriel		Institutionnel	
	k$	Moyenne 05-09	k$	Moyenne 05-09	k$	Moyenne 05-09	k$	Moyenne 05-09
Les Îles-de-la-Madeleine	13 405	12 980	3 697	2 425	2 257	809	1 001	1 239
Le Rocher-Percé	10 724	7 677	2 927	2 897	67	165	2 601	2 981
La Côte-de-Gaspé	18 073	17 008	10 007	6 664	1 658	6 232	3 632	2 772
La Haute-Gaspésie	4 301	3 703	2 331	1 306	434	235	3 226	1 088
Bonaventure	5 603	6 320	3 712	2 398	150	458	3 367	2 087
Avignon	9 545	8 464	622	2 564	592	324	4 414	1 721
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	**61 651**	**56 153**	**23 296**	**18 254**	**5 158**	**8 222**	**18 241**	**11 888**
Ensemble du Québec	**8 406 568**	**8 279 918**	**2 489 522**	**2 320 657**	**827 458**	**905 147**	**1 206 151**	**1 069 488**

Source : Statistique Canada, Enquête des permis de bâtir.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

8. Conditions de vie et bien-être

par Stéphane Crespo, Direction des statistiques sociodémographiques

Mesure du faible revenu

En 2007, la proportion des familles en situation de faible revenu est plus élevée dans la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (10,4 %) que dans l'ensemble du Québec (9,9 %). De 2003 à 2007, le taux de faible revenu après impôt des familles diminue dans la région (– 0,6 point), tandis qu'il diminue de 0,2 point dans l'ensemble du Québec. Par rapport à 2006 seulement, le taux est en augmentation de 0,5 point, comparativement à une augmentation de 0,6 point dans l'ensemble du Québec. C'est dans La Haute-Gaspésie que l'on trouve, en proportion, le plus de familles à faible revenu (15,2 %). À l'inverse, Les Îles-de-la-Madeleine affiche le taux de faible revenu le moins élevé de la région (4 %). Au cours de la période 2003-2007, le taux de faible revenu des familles est en augmentation dans le territoire supralocal suivant : Avignon (+ 1,9 point). À l'inverse, ce taux est en diminution dans les territoires supralocaux suivants : Le Rocher-Percé (– 1,3 point), La Côte-de-Gaspé (– 1,2 point), Bonaventure (– 1,2 point), Les Îles-de-la-Madeleine (– 0,8 point), La Haute-Gaspésie (– 0,3 point).

Tableau 8.1

Taux de faible revenu de l'ensemble des familles, MRC et TE de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et ensemble du Québec, 2003-2007

	2003	2004	2005	2006	2007	Écart 2007/2003
			%			point de pourcentage
Les Îles-de-la-Madeleine	4,7	4,0	4,2	4,0	4,0	– 0,8
Le Rocher-Percé	14,6	13,8	13,6	12,5	13,3	– 1,3
La Côte-de-Gaspé	8,4	8,0	7,6	7,1	7,2	– 1,2
La Haute-Gaspésie	15,5	15,0	14,7	13,9	15,2	– 0,3
Bonaventure	10,0	9,6	9,2	8,9	8,8	– 1,2
Avignon	12,3	14,3	13,6	13,3	14,3	1,9
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	**11,0**	**10,8**	**10,4**	**9,9**	**10,4**	**– 0,6**
Ensemble du Québec	**10,1**	**10,0**	**9,6**	**9,3**	**9,9**	**– 0,2**

Source : Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

À l'instar des autres régions, le taux varie beaucoup selon le type de famille dans la présente région. En 2007, ce taux est quatre fois plus élevé concernant les familles monoparentales (27,7 %) qu'en ce qui concerne les couples (6,8 %). Entre 2003 et 2007, le taux augmente de 0,6 point concernant les familles monoparentales, comparativement à une diminution de 0,3 point pour les couples. C'est Avignon qui affiche le taux de faible revenu des familles monoparentales le plus élevé de la région en 2007 (38,8 %). Mentionnons que le taux le plus bas pour ce type de famille revient à aux Îles-de-la-Madeleine (14,0 %).

Toujours en 2007, on dénombre dans la région 2 970 familles à faible revenu, dont 1 350 sont monoparentales. Aussi, le nombre d'enfants en situation de faible revenu passe de 3 400 en 2003 à 2 870 en 2007, soit une diminution de 15,6 %. Cette diminution est plus élevée que celle du nombre total d'enfants de la région (– 11,6 %).

Revenu médian des familles

De 2006 à 2007, le revenu médian avant impôt de l'ensemble des familles, exprimé en dollars constants, augmente de 4,0 % dans la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, soit à un rythme supérieur à celui que l'on observe dans l'ensemble du Québec (+ 3,1 %). On constate que les territoires supralocaux suivants profitent de cette croissance réelle : La Côte-de-Gaspé (+ 5,7 %), Bonaventure (+ 4,2 %), Les Îles-de-la-Madeleine (+ 3,6 %), Avignon (+ 2,9 %), Le Rocher-Percé (+ 2,8 %), La Haute-Gaspésie (+ 1,9 %). À l'inverse, aucun territoire supralocal de la région n'a vu son revenu médian décroître. Aussi, la

région est en retard par rapport à l'ensemble du Québec puisque, selon les données de 2007, le revenu médian avant impôt de l'ensemble des familles s'établit à 49 340 $, comparativement à 61 780 $ au Québec. Mentionnons que c'est la présente région administrative qui, de toutes les régions, affiche le revenu médian le moins élevé (49 340 $). Tous les territoires supralocaux de la région enregistrent en 2007 un revenu inférieur à celui de l'ensemble du Québec.

Tableau 8.2

Revenu médian avant impôt de l'ensemble des familles, MRC et TE de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et ensemble du Québec, 2006-2007

	2006	2007	Variation 2007/2006
	$ constants de 2007		%
Les Îles-de-la-Madeleine	55 352	57 320	3,6
Le Rocher-Percé	42 352	43 540	2,8
La Côte-de-Gaspé	52 610	55 590	5,7
La Haute-Gaspésie	41 438	42 240	1,9
Bonaventure	47 938	49 940	4,2
Avignon	46 008	47 330	2,9
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	**47 430**	**49 340**	**4,0**
Ensemble du Québec	**59 923**	**61 780**	**3,1**

Source : Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

En 2007, les familles monoparentales ont un revenu médian après impôt (29 590 $) moins élevé que celui des familles comptant un couple (48 480 $). Enfin, de 2006 à 2007, le revenu médian des familles monoparentales s'est amélioré de 4,1 %. Quant aux familles comptant un couple, leur revenu s'est amélioré de 4,9 %.

Tableau 8.3

Revenu médian après impôt selon le type de famille, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, 2006-2007

	2006	2007	Variation 2007/2006
	$ constants de 2007		%
Famille comptant un couple	**46 212**	**48 480**	**4,9**
Sans enfants	36 157	38 050	5,2
Avec 1 enfant	52 204	55 470	6,3
Avec 2 enfants	60 431	64 600	6,9
Avec 3 enfants et plus	64 087	68 710	7,2
Famille monoparentale	**28 438**	**29 590**	**4,1**
Avec 1 enfant	27 422	28 160	2,7
Avec 2 enfants	30 266	32 470	7,3
Avec 3 enfants et plus	31 993	31 030	– 3,0

Source : Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

9. Éducation

par Pierre Cambon, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Les données exposées dans ce bulletin fournissent un portrait du plus haut niveau de scolarité atteint par la population de 15 ans et plus, et ce, pour l'année 2006. Les comparaisons avec les données de 2001 sont délicates étant donné les modifications sur les catégorisations et les questions dans le questionnaire du recensement entre ces deux périodes.

Selon les données du recensement de 2006, 38,7 % des personnes de 15 ans et plus de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine ne possèdent aucun certificat, diplôme ou grade, une part plus élevée que dans l'ensemble du Québec (25,0 %). On s'aperçoit également que 19,7 % des individus ont uniquement un diplôme d'études secondaires ou équivalent, alors qu'une faible proportion de personnes possèdent un certificat, un diplôme ou un grade universitaire (10,9 %). Au Québec, ces proportions sont respectivement de 22,3 % et 21,4 %.

On remarque aussi que des 38 945 hommes de 15 ans et plus de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, 40,2 % ne possèdent aucun diplôme, et seulement 9,0 % ont acquis un diplôme universitaire. Par contre, 21,5 % d'entre eux ont obtenu un certificat ou un diplôme d'apprenti d'une école de métiers. Pour les 40 975 femmes, même si 37,3 % d'entre elles ne possèdent aucun diplôme, elles ont davantage achevé leurs études menant à un diplôme collégial (15,9 %) ou universitaire (12,8 %) plutôt qu'à un certificat ou un diplôme d'apprenti d'une école de métiers (12,5 %).

À l'échelle des MRC et TE, Le Rocher-Percé et La Haute-Gaspésie se démarquent tant par leur proportion élevée de personnes de 15 ans et plus sans aucun certificat, diplôme ou grade (45,3 % et 43,9 % respectivement), que par la faible part des individus qui possèdent un diplôme universitaire (8,4 % et 8,5 % chacune). Pour Bonaventure et Avignon, la distinction se fait dans la proportion élevée des personnes disposant d'un certificat ou d'un diplôme d'apprenti d'une école de métiers (19,7 % et 19,5 % respectivement). Par ailleurs, Avignon détient une part importante de personnes ayant obtenu un certificat, un diplôme ou un grade universitaire (13,6 %), tout comme la MRC de la Côte-de-Gaspé (12,2 %).

Tableau 9.1

Plus haut niveau de scolarité atteint pour la population de 15 ans et plus, MRC et TE de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et ensemble du Québec, 2006

	Total	Aucun certificat, diplôme ou grade		Diplôme d'études secondaires ou équivalent		Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers		Certificat ou diplôme d'un collège ou d'un cégep		Certificat, diplôme ou grade universitaire	
	n	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Les Îles-de-la-Madeleine	11 105	4 345	39,1	2 145	19,3	1 835	16,5	1 540	13,9	1 250	11,3
Le Rocher-Percé	15 815	7 160	45,3	3 220	20,4	2 220	14,0	1 885	11,9	1 325	8,4
La Côte-de-Gaspé	15 200	5 340	35,1	2 965	19,5	2 350	15,5	2 695	17,7	1 850	12,2
La Haute-Gaspésie	10 515	4 615	43,9	2 040	19,4	1 730	16,5	1 230	11,7	895	8,5
Bonaventure	15 180	5 120	33,7	3 295	21,7	2 995	19,7	2 000	13,2	1 770	11,7
Avignon	12 100	4 350	36,0	2 055	17,0	2 355	19,5	1 685	13,9	1 650	13,6
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	**79 915**	**30 930**	**38,7**	**15 720**	**19,7**	**13 485**	**16,9**	**11 035**	**13,8**	**8 740**	**10,9**
Ensemble du Québec	**6 184 490**	**1 547 870**	**25,0**	**1 377 585**	**22,3**	**945 970**	**15,3**	**992 365**	**16,0**	**1 320 695**	**21,4**

Note : En raison des arrondissements, le total n'égale pas nécessairement la somme des parties.

Source : Statistique Canada, Recensement 2006.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

10. Santé

par Pierre Cambon, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Le découpage géographique utilisé pour analyser cette section est celui des régions sociosanitaires, délimitées officiellement par le ministère de la Santé et des Services sociaux au printemps 2005[1].

Personnel directement affecté aux soins

En 2008-2009, on enregistre dans la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine pour la troisième année consécutive une augmentation du personnel infirmier (+ 0,9 %). Cette croissance est davantage marquée chez les infirmiers auxiliaires (+ 3,9 %) et les préposés aux bénéficiaires (+ 2,9 %) que chez les infirmiers (– 0,8 %). La Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine connaît ainsi en 2008-2009 une hausse du personnel infirmier plus faible que celle du Québec (+ 1,6 %). De surcroît, depuis 2004-2005, la région affiche une variation du personnel infirmier (+ 0,5 %) inférieure à la moyenne québécoise (+ 5,4 %).

Tableau 10.1

Personnel infirmier[1], en équivalent temps complet, selon la catégorie de personnel, région sociosanitaire de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et ensemble du Québec, 2004-2005 à 2008-2009

	Unité	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	Variation[2] 08-09/04-05
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	**n**	**1 285**	**1 278**	**1 280**	**1 280**	**1 292**	**0,5**
Infirmiers	n	738	727	726	714	708	– 4,1
Infirmiers auxiliaires	n	277	270	265	254	264	– 4,7
Préposés aux bénéficiaires	n	270	281	288	311	320	18,5
Taux pour 100 000 habitants[3,r]	n pour 100 000 hab.	1 341	1 338	1 345	1 351	1 366	25,0
Ensemble du Québec	**n**	**80 643**	**81 532**	**82 441**	**83 621**	**84 959**	**5,4**
Infirmiers	n	43 122	43 412	43 733	43 723	43 559	1,0
Infirmiers auxiliaires	n	10 721	10 970	11 163	11 618	12 367	15,4
Préposés aux bénéficiaires	n	26 800	27 149	27 546	28 279	29 033	8,3
Taux pour 100 000 habitants[3,r]	n pour 100 000 hab.	1 070	1 075	1 080	1 088	1 096	26,0

1. En ce qui concerne le personnel infirmier, les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril de l'année indiquée au 31 mars de l'année suivante).
2. Les variations relatives au personnel de la santé sont données en pourcentage, tandis que les écarts entre les taux pour 100 000 habitants sont en points pour 100 000.
3. Calculé pour l'ensemble du personnel infirmier par rapport à la population prise au 1er juillet de chaque année financière.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Éco-Santé 2010.

Installations sociosanitaires

En ce qui concerne le taux d'occupation des lits dressés dans les unités de soins généraux et spécialisés dans la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, en 2008-2009, il augmente pour la troisième année consécutive et atteint 75,3 %. De plus, l'augmentation de 3,5 points s'accompagne d'un accroissement de 5,1 % du nombre d'usagers. À l'échelle provinciale, même si le taux d'occupation (84,0 %) s'accroît de 0,4 point, le nombre d'usagers (718 363) diminue de 0,6 % en 2008-2009. Par ailleurs, la baisse de 2,2 % du nombre de lits dressés pour les soins généraux et spécialisés dans la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine en 2008-2009 continue la baisse observée depuis 2006-2007. Au Québec, le nombre de lits dressés (15 727) est resté relativement stable en 2008-2009 (+ 0,1 %).

1. En matière de régions sociosanitaires, la Mauricie et le Centre-du-Québec ne forment qu'une seule et unique région; à l'inverse, le Nord-du-Québec est divisé en trois régions qui sont le Nord-du-Québec, le Nunavik et les Terres-Cries-de-la-Baie-James.

Dans les unités d'hébergement et de soins de longue durée, la hausse de 0,1 point du taux d'occupation des lits dressés en 2008-2009 accorde à la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (97,2 %) un taux encore inférieur à celui du Québec (97,8 %). Cette augmentation s'accompagne d'une croissance du nombre d'usagers de 7,1 %. À l'échelle provinciale, le taux d'occupation régresse de 0,3 point en 2008-2009, alors que le nombre d'usagers (69 987) connaît une hausse de 0,3 %. Durant six des sept dernières années, le nombre de lits dressés pour l'hébergement et les soins de longue durée a diminué dans la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (– 1,9 % en 2008-2009). Au Québec, le nombre de lits dressés (40 181) diminue en 2008-2009 (– 1,2 %).

Tableau 10.2

Lits dressés et places selon l'unité de service, région sociosanitaire de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et ensemble du Québec, 2004-2005 à 2008-2009

	Unité	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	Variation[1] 08-09/04-05	
							Région	Ensemble du Québec
Soins généraux et spécialisés								
Nombre de lits dressés	n	255	257	242	229	224	– 12,2	– 0,6
Taux pour 100 000 habitants[1]	n pour 100 000 hab.	266	269	254	242	237	– 29,0	– 7,0
Taux d'occupation	%	72,2	69,4	70,9	71,8	75,3	3,1	0,7
Nombre d'usagers	n	12 004	12 887	12 464	11 394	11 980	– 0,2	1,0
Hébergement et soins de longue durée								
Nombre de lits dressés	n	636	617	611	588	577	– 9,3	– 3,1
Taux pour 100 000 habitants[1]	n pour 100 000 hab.	664	646	642	621	610	– 54,0	– 32,0
Taux d'occupation	%	92,0	91,6	93,6	97,1	97,2	5,2	1,0
Nombre d'usagers	n	993	955	1 006	1 031	1 104	11,2	– 3,8

Note : À l'exception des lits dressés, les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril de l'année indiquée au 31 mars de l'année suivante).

1. Les variations relatives au nombre de lits dressés et au nombre d'usagers sont données en pourcentage, tandis que les écarts entre les taux pour 100 000 habitants et les taux d'occupation sont indiqués respectivement en points pour 100 000 et en points de pourcentage.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Éco-Santé 2010.

11. Culture et communications

par Claude Fortier, Observatoire de la culture et des communications du Québec

Même si la population de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine est inférieure à 100 000 personnes, les données de cette région ont tout de même été pondérées par 100 000 habitants afin de faciliter la comparabilité avec les autres régions. En fonction de sa population, le territoire de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine recèle un nombre substantiel d'établissements culturels comme des bibliothèques publiques (54), des institutions muséales (29) et des salles de spectacles (20). En fait, il s'agit de la région administrative qui regroupe, par 100 000 habitants, le plus de salles de spectacles, d'institutions muséales de cinémas et de ciné-parcs. De plus, elle arrive au 2e rang pour le nombre de centres d'artistes et au 3e rang pour le nombre de stations de radio.

Tableau 11.1

Nombre d'établissements culturels de divers types, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, 2007 et 2008

	Établissements		Ratio région/Québec	Établissements[1] par 100 000 habitants	
				Région	Ensemble du Québec
	2007	2008	2008[1]	2008	
	n		%	n	
Centres d'artistes	1	2	3,0	2,1	0,9
Salles de spectacles	17	20	3,7	21,3	6,9
Institutions muséales[2]	29	29	6,8	30,8	5,5
Bibliothèques publiques autonomes : points de services	1	..	..	..	..
Bibliothèques publiques affiliées	53	..	..	..	..
Librairies	6	6	1,6	6,4	4,8
Cinémas et ciné-parcs	7	7	5,8	7,4	1,8
Écrans	8	8	1,0	8,5	10,1
Stations de radio privées et communautaires	9	9	5,6	9,6	2,1

1. À l'exception du nombre d'écrans par 100 000 habitants.
2. Comprennent les établissements qui ont répondu à l'Enquête sur la fréquentation des institutions muséales ainsi que ceux qui n'ont pas donné suite au questionnaire d'enquête. Excluent les institutions muséales fermées en 2008 ou incapables de fournir des données.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

La Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine se classe au 3e rang pour le nombre de représentations en arts de la scène par 1 000 habitants (2,7) et au 4e rang pour le nombre de visiteurs dans les institutions muséales (2 510). Cependant, avec ses 7 cinémas et ciné-parcs (8 écrans), cette région demeure l'endroit, en 2008, où les entrées au cinéma sont les plus basses (479 par 1 000 habitants). Une situation similaire s'observe aussi dans les autres régions éloignées[1].

1. HARVEY, Fernand et Andrée FORTIN (1995). *La nouvelle culture régionale* , Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, p.29-32.

Tableau 11.2

Statistiques relatives à certaines activités culturelles, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, 2007 et 2008

	Unité	Activités culturelles	Activités culturelles par 1 000 habitants		Ratio région/Québec
		2008	2007	2008	2008
Spectacles payants en arts de la scène					
Représentations	n	251	2,7	2,7	1,5
Entrées	n	47 886	464,3	509,2	0,7
Assistance des cinémas					
Entrées	n	45 000	619,3	478,5	0,2
Fréquentation des institutions muséales					
Entrées	n	235 979	2 939,6	2 509,5	1,9
Fréquentation des bibliothèques publiques					
Nombre de prêts	n	..	350,2	..	...
Ventes de livres par les librairies					
Ventes de livres neufs[1]	$	10 398 540	36,37	35,28	2,0

1. Incluent les ventes des librairies des régions du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Concepts et définitions

Territoire

Couverture du sol

Les données de couverture du sol, GéoBase, circa 2000-vectorielle (CSC2000-V) sont le résultat de la vectorisation de données matricielles thématiques issues de la classification d'orthoimages Landsat 5 et Landsat 7 des zones forestières et agricoles du Canada et des territoires du Nord. La couverture forestière provient du projet d'Observation de la Terre pour le développement durable des forêts (OTDD), initiative du Service canadien des forêts (SCF). La couverture agricole provient du Service national d'information sur les terres et les eaux (SNITE) d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) et la couverture du sol des territoires du Nord a été réalisée par le Centre canadien de télédétection (CCT). La précision cartographique circulaire normalisée (PCCN) est de 30 mètres ou mieux. Cette précision est basée sur les orthoimages Landsat 7.

Données non disponible

Données non disponibles, étendues non classifiées en raison de la présence de nuages, d'ombre ou d'autres facteurs de qualité des images.

Eau

Lacs, réservoirs, fleuves, rivières, ruisseaux et étendues d'eau salée.

Glace, roche, terrain découvert

Principalement des étendues non végétalisées et non mises en valeur. Cette catégorie inclut les glaciers, la roche, les sédiments, les brûlis, la blocaille, les mines et les autres surfaces naturellement non végétalisées. D'autres étendues modifiées par l'activité humaine peuvent être représentées dans cette classe. Cette catégorie exclut les étendues agricoles en jachère.

Zones développées

Étendues principalement construites ou mises en valeur incluant la végétation associée à ces catégories de couverture. Elles peuvent inclure les surfaces occupées par les routes, les voies ferrées, les bâtiments et les étendues revêtues, les régions urbaines, les parcs, les sites industriels, les ouvrages miniers et les fermes.

Bryophytes et lichens

Composés de bryophytes (mousses, hépatiques et cératophylles) et de lichens (types foliacés et fruticuleux, mais pas de type crustacé). La couverture végétale de bryophytes et lichens doit s'étendre sur au moins 20 % de la surface ou doit composer au moins le tiers de la végétation totale. Cette catégorie comprend également les prairies alpines, les étendues d'herbes et d'autres végétations herbacées indigènes, incluant des étendues d'arbustes.

Arbustes

Principalement les étendues occupées par une végétation ligneuse relativement basse (généralement ± 2 mètres). Elles peuvent inclure des étendues herbeuses ou des prairies humides portant une végétation ligneuse et les forêts en voie de régénération.

Terres humides

Étendues où la surface de saturation se situe au niveau, à proximité ou au-dessus de la surface du sol pendant un intervalle d'assez longue durée pour que s'y manifestent des processus aquatiques ou de milieux humides.

Plantes herbacées et toundra

Plantes vasculaires sans tige ligneuse (graminées, herbacées latifoliées ou graminoïdes, et plantes cultivées). La couverture végétale de plantes herbacées et toundra doit s'étendre sur au moins 20 % de la surface ou doit composer au moins le tiers de la végétation totale.

Terres agricoles cultivées

Cette catégorie inclut les cultures annuelles et vivaces et exclut les prairies.

Forêt de conifères

Forêt principalement composée de conifères ou végétation arborescente à feuillage persistant. Cette catégorie peut inclure des étendues de forêt mixte et d'arbustes.

Forêt de feuillus

Forêts et étendues boisées principalement composées de feuillus. Cette catégorie peut inclure des étendues de forêt mixte et d'arbustes.

Forêt mixte

Forêts et étendues boisées composées de conifères et de feuillus.

Démographie

Accroissement naturel

Variation de l'effectif d'une population due au solde des naissances et des décès.

Âge médian

Âge qui sépare la population en deux groupes d'effectifs égaux.

Génération

Ensemble des personnes nées au cours d'une période donnée, généralement une année civile.

Indice synthétique de fécondité

Nombre moyen d'enfants par femme dans une génération qui connaîtrait, au cours de sa vie féconde, les conditions de fécondité observées une année donnée.

Solde migratoire interne

Dans une région administrative, pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres régions administratives au cours d'une année (synonyme de solde migratoire interrégional). Dans une MRC, pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres MRC, y compris celles de sa propre région administrative.

Solde migratoire interrégional

Pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres régions administratives au cours d'une année.

Taux d'accroissement annuel moyen

Variation annuelle moyenne de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée rapportée à la population moyenne de la période (exprimée en pour mille).

Taux d'accroissement total

Variation de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée rapportée à la population en début de période.

Marché du travail

Chômeur

Personne disponible pour travailler qui est sans emploi et qui cherche activement un emploi.

Emploi

Ensemble des personnes résidant dans un territoire donné et ayant effectué un travail quelconque contre rémunération ou en vue d'obtenir un bénéfice ainsi que les personnes absentes de leur travail mais qui maintiennent un lien d'emploi.

Population active

Population civile de 15 ans et plus, hors institution et hors réserve, qui sont en emploi ou en chômage.

Taux d'activité

Population active exprimée en pourcentage de la population de 15 ans et plus.

Taux d'emploi

Nombre de personnes actives exprimé en pourcentage de la population de 15 ans et plus.

Taux de chômage

Nombre de chômeurs exprimé en pourcentage de la population active.

Taux de travailleurs

Nombre de travailleurs divisé par la population des 25-64 ans.

Travailleur

Particulier âgé entre 25 et 64 ans ayant des revenus d'emploi ou d'entreprise comme principale source de revenu et résidant dans un territoire donné.

Comptes économiques

Autres sources de revenu

Comprennent les transferts des non-résidents et des sociétés aux particuliers.

Base économique

Pour classer une industrie comme base économique, on calcule le quotient de localisation. Si le quotient de localisation normalisé d'une industrie est plus grand que 0 dans une région, cette industrie sera considérée comme base économique de cette région. Les bases économiques sont en fait les activités qui expliquent la croissance ou le déclin d'un territoire. Elles permettent de mieux définir la personnalité économique particulière ou encore la structure d'un territoire. À long terme, au cours du temps, les bases économiques d'un territoire peuvent se modifier.

Impôts, cotisations et autres transferts

Comprennent les impôts directs, les cotisations au régime d'assurance sociale et autres transferts courants versés pas les particuliers aux administrations publiques, tels que les primes d'assurance médicaments, les licences, les permis et les amendes.

Produit intérieur brut

Valeur sans double compte des biens et services produits dans le territoire économique d'une région au cours d'une période donnée, sans égard au caractère étranger ou non de la propriété des facteurs de production. Le PIB aux prix de base correspond au PIB calculé aux prix du marché, moins les prélèvements fiscaux applicables aux produits, plus les subventions à la consommation.

Quotient de localisation

Le quotient de localisation est défini comme la fraction de la valeur ajoutée d'une industrie qui est produite dans une région donnée, sur la fraction du PIB du Québec produit dans la même région. Si ce rapport est supérieur à 1, cette industrie contribue proportionnellement plus au PIB de la région qu'à celui du Québec.

Revenu d'emploi

Comprend la somme des salaires et traitement, du revenu supplémentaire de travail, du revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris, et du revenu net reçu par les exploitants agricoles au titre de la production agricole.

Revenu de placement

Comprend les dividendes, les intérêts sur les obligations canadiennes, les intérêts hypothécaires allant aux particuliers, les intérêts sur dépôts et les intérêts accumulés dans les régimes privés de pension, les caisses d'assurance vie et les intérêts sur les placements effectués par des associations de particuliers. Les gains en capital sont exclus.

Revenu personnel

Somme de tous les revenus reçus par les particuliers et entreprises individuelles résidant dans un territoire donné, qu'il s'agisse de gains au titre de la production courante ou de transferts courants d'autres secteurs, plus les revenus de placement que les associations de particuliers accumulent pour leur propre compte ou celui des particuliers.

Revenu personnel disponible

Revenu personnel moins les impôts directs des particuliers, des cotisations d'assurance sociale et autres transferts courants aux administrations publiques.

Transferts des administrations publiques

Comprennent les paiements tels les prestations fiscales et les crédits d'impôt pour enfants, les prestations d'assurance-emploi, les pensions de vieillesse, les prestations d'aide sociale, les bourses et subventions de recherche, les prestations d'indemnisation des accidents de travail, les subventions aux autochtones et à leurs organisations, les pensions versées en vertu du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec, les allocations aux anciens combattants, les prestations du Régime québécois d'assurance parentale.

Exportations

Registre des exportateurs

Le Registre des exportateurs canadiens couvre la période de 1993 à 2007. Le Registre des exportateurs est un programme de statistiques économiques de Statistique Canada qui fait partie d'un cadre plus vaste appelé le Registre des entreprises de Statistique Canada; ce dernier est un répertoire central d'information sur les entreprises qui ont des activités au Canada. Pour faire partie du Registre des exportateurs canadiens, un établissement doit avoir exporté des marchandises vers d'autres pays pour une valeur de 30 000 $ et plus durant au moins une des années comprises entre 1993 et la dernière année où les données sont disponibles. De très petits exportateurs – ceux qui n'atteignent jamais le seuil annuel de 30 000 $ – en sont donc exclus. Par ailleurs, les exportations de services, ainsi que les exportations d'une province dirigées vers les autres provinces canadiennes, ne sont pas couvertes par le Registre des exportateurs canadiens.

Régions d'origine et classification

La répartition par province se fait selon le lieu de résidence de l'établissement exportateur, et non selon l'origine des marchandises exportées. Les établissements sont classés conformément aux catégories du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), qui englobe toutes les activités économiques et qui est commun au Canada, aux États-Unis et au Mexique. Ainsi, un établissement dont l'activité principale est la production de services peut figurer au Registre des exportateurs canadiens s'il a exporté des marchandises, mais il sera classé dans une catégorie de services, plutôt que dans celle des biens qu'il a exportés.

Industrie manufacturière

Emplois à la production

Personnes travaillant à la production et au montage. Sont aussi compris les ouvriers préposés à l'entreposage, l'inspection, la manutention, l'emballage, l'emmagasinage, etc., de même que ceux des services d'entretien et de réparation, de la conciergerie, et aussi les gardiens et les contremaîtres qui font le même travail que les ouvriers qu'ils dirigent.

Emploi total

Personnes travaillant à la production ou affectées à des activités non manufacturières d'un établissement. Les propriétaires et les associés actifs non compris dans les salariés ne sont pas considérés dans l'emploi total.

Revenus totaux

Revenus provenant de la vente des biens fabriqués, de biens achetés pour la revente tels quels, et revenus de location, d'exploitation et de placement.

Revenus découlant des biens fabriqués

Revenus provenant de la vente de biens fabriqués à partir des matières appartenant à l'établissement, de travaux de réparation et revenus de frais d'administration de fabrication ou de travail à forfait.

Première destination

Première destination des biens vendus par les fabricants. Il s'agit en fait du lieu où est établi le premier client du fabricant. L'EAMEF distingue différentes destinations possibles : le Québec, les autres provinces canadiennes et territoires et les pays étrangers. Les biens vendus peuvent être utilisés pour consommation finale, pour subir une autre transformation ou pour être revendus par un tiers (par exemple, un grossiste).

Investissements et permis de bâtir

Investissements

Les investissements sont les dépenses en immobilisation relatives aux constructions nouvelles, aux améliorations importantes apportées à des constructions déjà existantes, ainsi qu'à l'achat de machines et d'équipement neufs. Ces dépenses comprennent également celles des particuliers au titre de la construction résidentielle, mais excluent l'achat de terrains, de constructions déjà existantes, de machines ou d'équipement d'occasion (à moins qu'ils n'aient été importés).

Investissements du secteur public

Il s'agit de dépenses en immobilisation des entreprises publiques et de l'administration publique, effectuées aux niveaux fédéral, provincial et local. Par ailleurs, l'administration publique provinciale inclut notamment les institutions d'enseignement et les établissements de santé et de services sociaux.

Permis de bâtir

La valeur des permis de bâtir correspond à la valeur des permis de construction émis par les municipalités de 10 000 habitants et plus, soit pour l'érection de nouveaux édifices, selon le type de construction (résidentiel, industriel, commercial, institutionnel et gouvernemental).

Conditions de vie et bien-être

Mesure du faible revenu

Mesure dont le seuil représente 50 % du revenu médian québécois après impôt des familles (incluant les personnes hors famille), préalablement ajusté en fonction de la taille et de la composition de la famille à l'aide d'une échelle d'équivalence. Ainsi, une famille est considérée comme à faible revenu lorsque son revenu ajusté est inférieur à ce seuil.

Éducation

Plus haut certificat, diplôme ou grade

Il s'agit d'une variable dérivée obtenue à partir des réponses aux questions sur les titres scolaires où l'on demandait de déclarer tous les certificats, diplômes ou grades obtenus. Cette variable comporte une hiérarchie implicite (diplôme d'études secondaires, certificat d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers, diplôme collégial, certificat, diplôme ou grade universitaire) qui est plus ou moins reliée à la durée des divers programmes d'études « en classe » menant aux titres scolaires en question. Toutefois, au niveau détaillé de la hiérarchie, un apprenti inscrit n'a pas toujours obtenu de diplôme d'études secondaires, de même qu'une personne possédant une maîtrise n'a pas nécessairement un certificat ou un diplôme supérieur au baccalauréat. Par conséquent, même si la liste des catégories n'est pas nécessairement hiérarchique, elle donne quand même une mesure générale de la réussite scolaire (Statistique Canada, 2008).

Santé

Personnel infirmier

La catégorie « infirmier » inclut à la fois les personnes qui ont effectué des études collégiales ou universitaires. Les infirmiers doivent posséder le permis d'exercice de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec (OIIQ) ou être en attente de le recevoir (MSSS, 2003). Les « infirmiers auxiliaires » sont les personnes qui détiennent un diplôme en soins infirmiers de 5e secondaire et les « préposés aux bénéficiaires » font plutôt référence aux personnes qui ont suivi une formation *ad hoc* dans une institution d'enseignement reconnue (St-Pierre, 2001).

Personnel directement affecté aux soins

Le nombre de personnes directement affectées aux soins est calculé en « équivalent temps complet (ETC) » basé sur le décompte du nombre d'heures travaillées ou payées dans un établissement. Il est calculé par titre d'emploi et il est égal au quotient des heures travaillées ou payées par le nombre d'heures régulières de travail d'un employé à temps complet régulier dans ce titre d'emploi (MSSS, 2003). La région des personnes directement affectées aux soins est celle de traitement, donc celle de l'établissement où la personne travaille.

Taux d'occupation des lits dressés

Rapport, pour une année financière donnée, du nombre de jours-présence, pour une unité de service donnée, au nombre de lits dressés ou places internes observé au 31 mars de la même année, pour la même unité de service multiplié par 365 (INFO-STATS, 2005).

Culture et communications

Bibliothèque publique affiliée

Bibliothèque desservant une municipalité de moins de 5 000 habitants et affiliée à un centre régional de services aux bibliothèques publiques.

Centre d'artistes

Centre d'artistes en arts visuels et en arts médiatiques soutenu par le Conseil des arts et des lettres du Québec.

Institution muséale

Regroupe les musées, les centres d'exposition et les lieux d'interprétation.

Point de service d'une bibliothèque publique autonome

Antenne d'une bibliothèque publique qui dessert une municipalité de 5 000 habitants et plus ou d'une bibliothèque publique qui dessert une municipalité de moins de 5 000 habitants et qui n'est pas affiliée à un centre régional de services aux bibliothèques publiques.

Salle de spectacle

Salle ou lieu où sont présentés des spectacles payants en arts de la scène, selon l'Enquête sur la fréquentation des spectacles de l'Institut de la statistique du Québec.

Spectacle payant en arts de la scène

Représentation payante d'un spectacle de théâtre, de danse, de musique, de chanson ou de variétés, à l'exclusion des spectacles où le droit d'entrée prend la forme d'un passeport ou d'un macaron valide pour l'ensemble d'un festival, des spectacles privés et des spectacles amateurs.

Tableau comparatif pour les régions administratives

	PIB par habitant		Revenu personnel disponible par habitant		Taux de chômage	Taux de faible revenu des familles	Dép. en immob.	Population au 1er juillet	
	2009ep	Var. 09/08	2009p	Var. 09/08	2009	2007	Var. 10/09	2009p	TAAM[1] 2006-2009
	$	%	$	%	%	%	%	n	pour mille
Bas-Saint-Laurent	28 377	0,0	22 315	1,7	9,2	7,7	– 1,7	200 756	– 1,3
Saguenay–Lac-Saint-Jean	33 303	– 2,6	23 599	2,0	10,0	7,4	3,6	273 264	– 1,0
Capitale-Nationale	40 449	– 0,3	27 429	4,0	5,2	6,3	4,9	687 810	9,4
Mauricie	30 478	– 1,5	22 917	1,2	9,6	10,0	– 5,1	262 399	2,7
Estrie	29 449	– 2,1	23 364	0,6	7,5	9,1	1,5	307 389	7,0
Montréal	50 012	– 1,1	27 462	1,9	11,1	16,8	1,8	1 906 811	5,9
Outaouais	28 944	– 0,1	26 104	5,8	6,3	9,4	10,6	358 872	13,3
Abitibi-Témiscamingue	34 834	– 1,4	25 192	1,4	9,5	8,6	20,4	145 886	2,3
Côte-Nord	48 689	– 1,8	26 491	2,0	9,7	10,1	56,8	95 704	– 3,0
Nord-du-Québec	73 785	0,3	29 415	– 47,9	9,7	17,5	18,9	41 479	9,8
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	23 263	0,9	21 580	2,6	15,6	10,4	36,3	94 067	– 3,9
Chaudière-Appalaches	32 216	– 1,5	24 725	1,5	5,9	5,7	– 4,3	403 011	5,1
Laval	31 006	– 1,6	26 442	0,5	7,6	8,0	– 10,8	391 893	17,0
Lanaudière	23 140	– 1,6	24 619	1,5	8,2	8,1	– 1,6	457 962	18,1
Laurentides	29 469	– 1,5	26 137	2,2	7,8	8,1	– 3,3	542 416	15,1
Montérégie	30 404	– 1,9	26 966	2,1	7,6	8,0	2,6	1 428 475	10,8
Centre-du-Québec	32 707	– 2,9	22 972	– 0,1	7,1	8,5	– 16,1	230 685	6,9
Ensemble du Québec	**36 161**	**– 1,4**	**26 031**	**1,5**	**8,5**	**9,9**	**3.6**	**7 828 879**	**8,5**

1. TAAM : taux d'accroissement annuel moyen.
2. La région du Nord-du-Québec est incluse dans la Côte-Nord.

Tableau comparatif pour les MRC et TE de la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

	Revenu personnel disponible par habitant		Taux de travailleurs de 25 à 64 ans	Taux de faible revenu des familles	Population au 1er juillet		Accroissement naturel	Solde migratoire interne
	2009p	Var. 09/08	2009p	2007	2009p	TAAM[1] 2006-2009	2009p	2008-2009[2]
	$	%	%	%	n	pour mille	n	n
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	21 580	2,6	59,4	10,4	94 067	– 3,9	– 182	– 61
Les Îles-de-la-Madeleine	23 232	3,8	61,7	4,0	13 047	– 3,0	– 18	– 50
Le Rocher-Percé	19 732	2,2	51,4	13,3	18 009	– 8,3	– 72	– 20
La Côte-de-Gaspé	23 362	3,4	66,7	7,2	17 812	– 2,5	– 10	– 64
La Haute-Gaspésie	18 628	0,1	51,7	15,2	12 143	– 5,8	– 60	– 13
Bonaventure	21 461	2,1	63,2	8,8	17 929	– 1,0	– 2	79
Avignon	22 765	3,2	60,1	14,3	15 127	– 2,6	– 19	7
Ensemble du Québec	**26 031**	**1,5**	**72,5**	**9,9**	**7 828 879**	**8,5**	**31 400**	**...**

1. TAAM : taux d'accroissement annuel moyen.
2. Année du 1er juillet au 30 juin.

Des statistiques sur le Québec d'hier et d'aujourd'hui pour le Québec de demain

Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

Superficie en terre ferme (2009)	20 316,7 km²
Densité de population (2009)	4,6 hab./km²
Population totale (2009[p])	94 067 hab.
Accroissement naturel (2009[p])	– 182 hab.
Solde migratoire interrégional (2008-2009)[1]	– 61 hab.
PIB aux prix de base (2009)	2 188,3 M$
PIB par habitant (2009)	23 263 $
Revenu personnel disponible par habitant (2009)	21 580 $
Emplois (2009)	35,1 k
Taux d'activité (2009)	51,5 %
Taux d'emploi (2009)	43,4 %
Taux de chômage (2009)	15,6 %
Taux de faible revenu des familles (2007)	10,4 %
Dépenses en immobilisation (2010)	923,3 M$

1. Année du 1er juillet au 30 juin.

Institut de la statistique Québec